



**Côte d'Ivoire**  
**Rapport Humanitaire Mensuel**  
**Février-Mars 2012**

# Côte d'Ivoire Rapport Humanitaire Mensuel



N°2 | Fév-Mars 2012

## FAITS MARQUANTS

- Visite des Ambassadeurs des pays du Moyen Orient à l'ouest de la Côte d'Ivoire le 16 mars.
- Remise de dons d'une valeur de 15 millions de francs CFA (30.000 dollars US), le 22 mars à Abidjan par les diplomates des pays Arabes en faveur des communautés retournées de l'ouest de la Côte d'Ivoire.
- Persistance de la méningite au nord et à l'ouest de la Côte d'Ivoire.
- Certification partielle des résultats des élections législatives du 11 décembre par le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, M. Albert Gerard Koenders, le 17 février.
- Nomination par le Président Alassane Ouattara d'un nouveau Premier Ministre et d'un nouveau Gouvernement les 13 et 14 mars.

## I. CONTEXTE GENERAL

L'ouest de la Côte d'Ivoire et Abidjan a connu une recrudescence de la criminalité au cours du mois de février. Plusieurs incidents sécuritaires ont eu lieu en février, notamment dans les localités de Zibablo-Yeblo (située à 9 km de Bangolo), le 9 février de Bonon et Facobly le 26 février, à l'ouest du pays et d'Arrah, au centre-est du pays le 12 février. Ces incidents ont causé la mort de plusieurs personnes et des mouvements de population<sup>1</sup>.

Au plan politique, le Premier Ministre, M. Guillaume Soro, a remis sa démission ainsi que celle de son Gouvernement au Président Alassane Ouattara le 8 mars à Abidjan. Cette démission est intervenue trois mois après les élections législatives du 11 décembre dernier, dont les résultats définitifs ont été proclamés par la Commission Electorale Indépendante (CEI) dans un communiqué le même jour que la démission de M. Soro. Le parti du Chef de l'Etat, le Rassemblement des républicains (RDR), a obtenu 138 des 253 sièges, soit 54,54 pour cent des sièges. La CEI s'était d'ores et déjà déclarée dans l'impossibilité de proclamer les résultats dans les circonscriptions de Bonon et Facobly, à l'ouest du pays, où le vote a été entaché de violences et d'attaques meurtrières : cinq (5) personnes avaient trouvé la mort le 26 février dernier.

Le Président Alassane Ouattara a nommé M. Jeannot Ahoussou Kouadio le 13 mars comme nouveau Premier Ministre en remplacement de M. Guillaume Soro, élu comme président de la nouvelle Assemblée Nationale le 12 mars à Yamoussoukro avec 236 voix sur 249. Le nouveau Premier Ministre est issu du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de l'ancien président Henri Konan Bédié. Ce parti, allié du Rassemblement des républicains (RDR) du Président Ouattara, est arrivé en deuxième position lors des élections législatives du 11 décembre dernier avec 86 sièges, soit 34 pour cent des sièges. Tous les ministres de l'ancien Gouvernement de M. Soro ont été reconduits.

<sup>1</sup> Le bilan de ces incidents est de deux (2) morts, une vingtaine de maisons incendiées et 408 personnes déplacées vers les villages voisins de Zibablo-Yeblo, cinq (5) morts pour Arrah et cinq (5) morts à Bonon.



Une délégation composée d'une dizaine de diplomates des pays du Moyen Orient, dont l'Algérie, Arabie Saoudite, Egypte, Liban, Lybie, Tunisie et Comores, a effectué une visite à l'ouest de la Côte d'Ivoire le 16 mars. Accompagnée du représentants du Ministre d'Etat, Ministre de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité, mais aussi du représentant du Coordonnateur Humanitaire en Côte d'Ivoire et d'acteurs humanitaires, la délégation a visité Guiglo, Duékoué, Man et Diahouin dans le Cavally et Tonkpi, où elle s'est entretenue avec les autorités préfectorales, municipales, les chefs de services, les responsables des forces, les chefs traditionnels et les retournés.

L'objectif de cette mission était de s'imprégner de la situation humanitaire un an après la crise postélectorale, de sensibiliser les Ambassadeurs sur les besoins restants non couverts, ainsi que sur la nécessité d'un financement humanitaire soutenu en vue de faciliter la stabilisation du mouvement des retours des personnes déplacées.

Suite à la visite effectuée par les diplomates des pays Arabes à l'ouest de la Côte d'Ivoire, le 16 mars dernier, une cérémonie officielle de remise de don s'est déroulée le 22 mars au Consulat du Royaume de Jordanie à Abidjan en présence du Consul de Jordanie, M. Marwan Al Anis, du Ministre de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, M. Flindé Albert, du Représentant du Ministre d'Etat, de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Solidarité, M. Coulibaly Amara, du Coordonnateur Humanitaire en Côte d'Ivoire, M. Ndolamb Ngokwey, du Père Cyprien Ahouré (gestionnaire) du site de la Mission Catholique de Duékoué et d'autres acteurs humanitaires.



M. Ndolamb Ngokwey, le Coordonnateur humanitaire recevant le don de l'Ambassadeur de la Palestine, SEM Awad Yakhilef

Le don remis était composé d'un chèque de 30.000 de dollars US, soit 15 millions de francs CFA pour la réhabilitation des maisons endommagées et la création d'activités génératrices de revenus pour les femmes veuves du quartier Carrefour de Duékoué. D'autres biens alimentaires et non alimentaires (30 tonnes de riz, 6 tonnes de savon, 10.000 litres d'huile) ont été remis à Guiglo, et deux pompes à motricité humaine ont été offertes à Diahouin. De plus, le Conseil des Ambassadeurs des pays Arabes s'est engagé à réhabiliter l'école primaire du village de Diahouin. L'ensemble de l'assistance sera gérée par les communautés bénéficiaires, avec l'appui des acteurs humanitaires, et en collaboration avec les autorités locales.

## II. MOUVEMENTS DE POPULATIONS

### 1. PERSONNES DEPLACÉES INTERNES

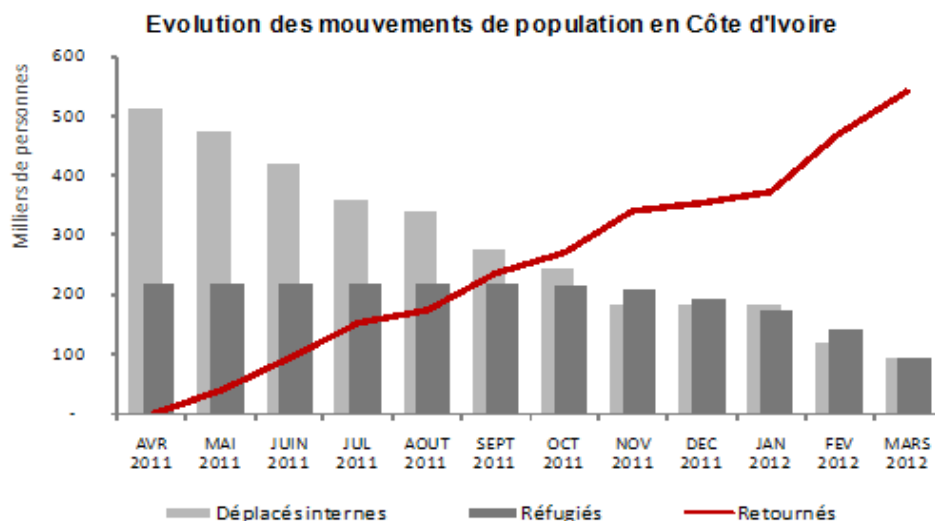
Au 29 mars, selon le Cluster CCCM, les personnes déplacées internes (PDI) étaient estimées à 6.375 personnes réparties sur 18 sites dans deux régions de la Côte d'Ivoire: la région des Lagunes - Abidjan (12 sites) et du Moyen-Cavally (6 sites). Comparativement à la fin du mois de janvier, on constate une diminution significative. Cette diminution s'explique en partie pour les raisons suivantes :

- Organisation de plusieurs convois de retours volontaires au cours du mois de février ;
- Fermeture de quatre sites à l'ouest et d'un site à Abidjan ;

Ces retours ont été facilités par les acteurs humanitaires, en collaboration avec les autorités. Malgré l'importance des retours, des obstacles demeurent au retour. Ceux-ci sont liés aux facteurs suivants :

- Perte de biens nécessitant une aide au retour (kit de retour) ;
- Manque de logement ;
- Insécurité dans les lieux de résidence d'origine ;

- Problèmes d'accès aux services de base (accès à l'eau potable, nourriture, soins de santé etc.) ;
- Manque d'information sur la disponibilité d'une assistance et la présence d'acteurs humanitaires ;
- Problèmes d'accès à leurs champs.



Pour ce qui est des personnes déplacées internes vivant dans des familles et communautés d'accueil, des retours importants ont été observés. Au 29 mars, selon le Cluster Protection, les personnes déplacées en familles d'accueil sont estimées 84.878 personnes et le nombre total de déplacés internes en Côte d'Ivoire est estimé à 90.999 personnes.

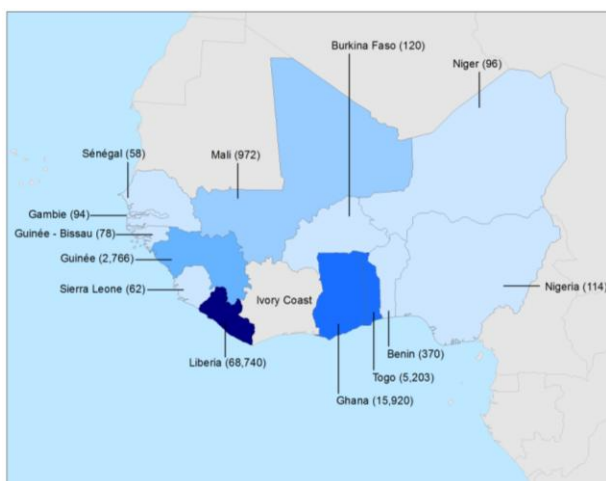
## 2. PERSONNES REFUGIEES

Concernant les réfugiés ivoiriens dans les pays limitrophes, au 29 mars, ils étaient 95.593 personnes, dont 69.740 personnes au Libéria. Comparativement à la fin du mois de décembre 2011, on constate une importante diminution du nombre de réfugiés ivoiriens au Libéria. Au 26 décembre 2011, ils étaient 135.208 réfugiés au Libéria.

Tableau sur les réfugiés ivoiriens au 29 mars (source : UNHCR)

Pays	Guinée	Burkina Faso	Mali	Ghana	Togo	Bénin	Niger	Sénégal	Guinée-Bissau	Nigéria	Gambie	Sierra Leone
Réfugiés/ Demandeurs d'asile	2 766	120	972	15.920	5.203	370	96	58	78	114	94	62
Libéria	Total du nombre de réfugiés ivoiriens au Libéria est de : <b>68.740</b>											

### Réfugiés ivoiriens en Afrique de l'ouest



L'UNHCR a facilité le rapatriement volontaire de 1.179 réfugiés ivoiriens du Libéria depuis le début du mois de février jusqu'au 30 mars, conformément à l'accord tripartite signé le 11 août dernier à Monrovia, au Libéria entre les Gouvernements libérien et ivoirien et l'UNHCR. Les localités de destination de ces personnes sont Bin Houyé, Zouan Hounien et Danané, à l'ouest de la Côte d'Ivoire.

### III. REPONSE ET BESOINS HUMANITAIRES

#### **Mission d'échange transfrontalier entre les acteurs humanitaires de la Côte d'Ivoire et du Libéria du 7 au 9 février.**

La communauté humanitaire du Libéria a effectué du 7 au 9 Février 2012, une visite de travail en Côte d'Ivoire. Il s'agissait, avec leurs collègues de la communauté humanitaire basés sur le terrain, de nouer des contacts et de mettre en place un cadre de collaboration et d'échange d'informations au niveau opérationnel. En plus des autorités préfectorales, la délégation a rencontré les différents chefs de services, les autorités militaires, les chefs traditionnels, les chefs religieux et les personnes déplacées, retournées et rapatriées.

A l'issue de la visite, des recommandations ont été formulées à l'endroit du gouvernement pour son implication et son leadership dans la mise en œuvre de l'accord tripartite (signé le 11 août à Monrovia au Libéria entre les Gouvernements du Libéria et de la Côte d'Ivoire et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés), dans la sensibilisation au retour durable ainsi que dans la sécurité et la circulation des personnes et des biens.

Des recommandations ont également été faites à l'endroit de la communauté humanitaire, notamment la nécessité de renforcer le partage d'informations en vue d'harmoniser les stratégies entre les équipes humanitaires des deux pays et mettre en place des activités programmatiques conjointes. En plus des défis humanitaires, les différentes équipes ont décidé d'accompagner la résolution des problèmes fonciers.

#### **Stratégie de retour volontaire des personnes déplacées internes**

Les acteurs humanitaires, en collaboration avec le Gouvernement (Ministère de l'Emploi, de la Solidarité et des Affaires Sociales), ont élaboré une stratégie de retour pour les personnes déplacées internes en Côte d'Ivoire. L'objectif de cette stratégie est de faciliter le retour ou la relocalisation des personnes déplacées internes (PDI) sur sites. L'amélioration de la sécurité dans les zones de retour ainsi que le principe du volontariat sont des préalables selon la convention de Kampala, dont la Côte d'Ivoire est signataire depuis novembre 2009 (non encore ratifiée). Pour ce faire, plusieurs étapes sont nécessaires :

- Sensibilisation/information sur les sites ;
- Remise du paquet d'assistance aux candidats qui comprend une allocation financière et un kit de biens non alimentaires ;
- Evaluation des cas de protection
- Retrait progressif des gestionnaires de sites

Il est à rappeler que l'allocation financière pour faciliter le retour des déplacés sur les sites de la région des Lagunes-Abidjan s'élève à 127 millions de francs CFA, soit plus de 255.000 dollars US. Le ministère de l'Emploi, de la Solidarité et des Affaires Sociales s'était engagé à faire un don de 50 millions de Francs CFA (plus de 100.000 dollars US) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a contribué à hauteur de 115.250.000 Francs CFA (230.000 dollars US). A ce jour, plus de 165 millions de Francs CFA, soit 330.000 dollars US ont été dépensés.

La première étape de cette stratégie de retour consistait, dans un premier temps, à faire une campagne de sensibilisation auprès des déplacés des sites à partir du 7 mars jusqu'au 15 mars. Ensuite, la remise des kits de biens non alimentaires à partir du 20 mars. La coordination de ces opérations de retour s'est faite en concertation avec les deux ministères (Emploi, Solidarité et Affaires Sociales et Ex-combattants).

#### **Problématique du foncier rural en Côte d'Ivoire : le cas de l'ouest**

Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), en collaboration avec le cluster Protection, a tenu un atelier de formation les 28 et 29 février à Abidjan sur le thème « *LTP : Logement Terre et Propriété* » et de « *la problématique du foncier rural en Côte d'Ivoire : le cas de l'ouest* » en faveur des membres du Cluster. L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine de la cohésion sociale sur les problématiques du foncier rural. Ces derniers pourront à leur tour aider les communautés, les autorités locales et coutumières à trouver des solutions dans le règlement des conflits liés au foncier rural.

Recommandations de l'atelier

## Court terme

- Tenir compte des droits LTP dans les interventions humanitaires ; faciliter l'accès des retournés à leurs champs vivriers et renforcer la sécurité entre autres.

## Moyen terme

- Clarifier la loi de 1998, étudier et clarifier la valeur qui sera accordée aux nombreux « petits papiers » consacrant les contrats de vente et d'usage et informer les catégories les plus vulnérables (femmes, PDI et enfants) sur leurs droits fonciers, entre autres.

**Eau, hygiène et assainissement (WASH)**

Dans le cadre de la réhabilitation des 76 pompes à eau, l'ONG Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) a réparé 33 pompes dans les villages de Pehé, Meo et le nord de Boléquin, à l'ouest du pays au cours des mois de février et mars. De plus, DRC a fabriqué 756 dalles pour les latrines sur 1.520 dalles planifiées.

**Education**

La rentrée scolaire, entamée depuis octobre dernier au niveau national, a accusé un retard dans les Directions Régionales de l'Education et Inspections de l'Education Primaire (DREN/IEP) de Boléquin, Guiglo et Toulepleu, à l'ouest du pays, en raison de la mutation des DREN et IEP à la fin de l'année 2011. En début mars, les écoles de ces trois départements étaient entre la cinquième (5<sup>ème</sup>) et dixième (10<sup>ème</sup>) semaine de classe contre 17 semaines normalement (le retard étant général dans tout le pays). Au total, 15.000 élèves sont concernés par ce retard dans le démarrage des classes passerelles dans les IEP de Toulepleu et Boléquin.

Un plaidoyer : Un appel de fonds pour la formation des enseignants au programme de classes passerelles a été lancé par le Cluster Education et elle devrait se mettre en place à la mi-mars avec des projets de UNICEF-NRC et Save the Children.

Dans le cadre de son programme Education, l'ONGI Save the Children a effectué une mission d'évaluation en début mars pour l'identification des enfants déscolarisés, non scolarisés, retournés/déplacés et en difficulté d'insertion dans le système éducatif normal, dans la région du Tonkpi, à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Il ressort de cette évaluation que : 4.444 enfants sont dans cette situation d'irrégularité et 5.005 enfants sans extrait de naissance. A cet effet, un atelier a été tenu les 28 au 29 mars à Man en vue d'élaborer une stratégie d'insertion de ces enfants.

**Protection**

Les autorités préfectorales du département de Toulepleu ont lancé depuis le 19 mars une tournée d'information et de sensibilisation à la réconciliation et la paix dans tous les villages du département. Les préoccupations des populations rencontrées par la délégation préfectorale sont les suivantes:

- Les rapatriés ont peur pour leur sécurité. Ils craignent des représailles et des arrestations;
- Le phénomène des migrants qui infiltrent les forêts villageoises classées.
- Les difficultés d'accès à l'eau potable;
- Le manque de semence et outils agricoles.

**Sous Cluster Violence basée sur le genre (VBG)**

Les données harmonisées au niveau du Sous Cluster VBG pour la période de février 2012 font ressortir : 241 cas de VBG y compris 81 cas de violences sexuelles dont 64 cas de viol<sup>2</sup>. Plus de la majorité des cas de VBG assistés par les acteurs VBG pendant le mois de février sont des violences psychologiques, économiques et domestiques (151 cas). Les régions de l'ouest du pays : Cavally, Tonkpi et Guémon restent les zones les plus touchées par les violences sexuelles.

<sup>2</sup> Dans le mois de décembre la collecte des données régulières, centralisée par 18 plateformes VBG, deux hôpitaux appuyés par MSF, 14 structures sociales dans les 10 communes d'Abidjan et l'ONG-I COOPI. A noter que les cas documentés par COOPI et MSF n'utilisent pas le système GBV IMS, ils sont compris dans l'analyse vu que leur système respecte les principes d'éthique et de sécurité e l'OMS.

Tous les cas de VBG répertoriés ont reçu une assistance psychosociale, à l'exception d'un (1) seul cas. L'analyse de la fonctionnalité du mécanisme de référencement et de l'accès des survivant(e)s de violences sexuelles aux services spécialisés fournis par les acteurs VBG montrent que seulement 36 pour cent des cas de viol ont eu une prise en charge médicale dans les 72 heures, 20 pour cent des viols n'ont reçu aucune prise en charge médicale, alors que 98 pour cent des cas ont bénéficié de l'appui psychosocial, et 23 pour cent de la prise en charge juridique et judiciaire en obtenant une première aide. La comparaison avec le mois de janvier 2011 montre pratiquement la même tendance.

#### Stratégie Nationale de Lutte à la Violence Basée sur le Genre

La Côte d'Ivoire a bénéficié de l'appui d'une Conseillère de l'Action des Nations Unies contre les Violences Sexuelles dans les Conflits (UNACTION) entre le 23 janvier et le 10 février 2012. Le processus de la révision de la Stratégie Nationale de Lutte contre la VBG s'est poursuivi au mois de février. La conseillère a appuyé le Ministère de la Famille, de la Femme et l'Enfant (MFFE) dans les consultations et la mise en place des groupes de travail techniques pour chaque secteur. Elle a également eu des consultations bilatérales et multilatérales avec l'Equipe Pays des Nations Unies (UNCT), l'ONUCI, les Groupe thématique Genre et Développement, le Sous Cluster VBG, le Cluster Protection et des représentants de la société civile nationale et internationale.

#### Evolution de la réponse humanitaire à la VBG (Régions des Montagnes, Tonkpi et Guermon, ouest de la Côte d'Ivoire)

Le projet CERF-2 VBG, qui ciblait spécifiquement l'axe Duékoué/Toulepleu et les zones à grande concentration de retournés et rapatriés, a pris fin le 27 janvier dernier. Il est à signaler qu'aucun acteur intervenant dans le domaine de la VBG ne pourra prendre la relève totale de ce projet typiquement humanitaire. Les ONG Organisation pour le Développement des Activités des Femmes (ODAFEM), Africa Women Welfare Committee (AWECO), International Rescue Committee (IRC) et Idé Afrique se sont retirées. Une proposition a été soumise dans le cadre du fond central d'urgence (CERF) 2012. Celle-ci devrait permettre de combler les lacunes sur les activités de « sauvetage » dans les zones à risques.

L'ONG IRC, à travers son programme de violences basées sur le genre (VBG) organise et conduit des visites d'échange entre des chefs de communauté ou de village afin d'impliquer des leaders communautaires dans l'Information, l'Education et la Communication (IEC) des pratiques pour la protection et la promotion des femmes. Ce programme nommé « Chef modèle » se base sur le concept qu'un chef de village qui a pris des initiatives en faveur des femmes, partage cette expérience avec un autre chef de village non impliqué dans la protection des femmes. S'inscrivant dans le cadre de ce projet, le Chef de village d'Attossé a rencontré le Chef de village de Bablata vers Bouaflé (centre du pays). Au total, 300 personnes, dont 200 femmes ont participé à cette cérémonie, les 22 et 23 mars. Auparavant, le Chef de village de Gueguizoukpan avait rendu visite au « chef modèle » de Tchiebléghué dans le département de Daloa, à l'ouest du pays.

L'IRC a organisé différentes formations en faveur d'éléments des FRCI afin d'amener les militaires à comprendre les VBG et à s'impliquer dans la lutte contre ce fléau. Une des formations a eu lieu au cantonnement FRCI de Daloa (à l'ouest de la Côte d'Ivoire) avec la participation de 50 éléments FRCI. Ce projet est financé par la Banque Mondiale. Il inclut également la formation des membres FRCI dans la préfecture de Tiébissou (centre du pays) sur les concepts VBG et les services de prise en charge des femmes et filles concernées. A Tiébissou, l'activité s'est déroulée les 22 et le 23 mars. Au total, 14 personnes, dont trois (3) femmes ont bénéficié de cette formation.

#### **Santé**

De la semaine 1 à la semaine 9, le district sanitaire de Toulepleu, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, a notifié 13 cas de méningite, dont 6 décès. L'incidence est de 5,2 cas pour 100.000 habitants à la semaine 9. Avec l'appui de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), les autorités sanitaires locales ont commencé:

- La sensibilisation de la population à la notification de tout cas suspect de méningite
- La diffusion de la définition standard des cas de méningite à tout le personnel de santé ;
- La recherche active des cas dans la communauté avec la collaboration des agents de santé communautaires ;
- La mise à disposition du personnel soignant des médicaments (ceftriaxone) pour la prise en charge adéquate des cas suivant le protocole national.

Malgré une campagne de vaccination menée du 16 au 19 février dernier par le Ministère de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida, avec l'appui de l'OMS en faveur d'environ 160.000 personnes âgées de



deux (2) ans et plus dans deux districts sanitaires (Tengrela et Kouto) dans la partie nord du pays, cinq (5) nouveaux cas ont été notifiés dans le district sanitaire de Tengrela. Il est à rappeler que l'épidémie de méningite à méningocoque W135 sévit dans les districts sanitaires de Tengrela et Kouto depuis la semaine du 16-22 janvier. Trente (30) cas, dont quatre (4) décès ont déjà été rapportés pour ces deux districts.

**Plaidoyer:** lors de la réunion du Cluster Santé le 8 mars à Abidjan, la rupture de vaccins, dont le Programme élargi de vaccination (PEV) a été signalée pour tout le pays, notamment pour l'ouest de la Côte d'Ivoire où des difficultés d'acheminement des vaccins persistent pour défaut de carburant.

Dans le cadre de l'initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, le ministère de la Santé publique et de la lutte contre le Sida, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF et le Rotary club, organise du 23 au 26 mars une campagne de vaccination contre la poliomyélite sur toute l'étendue du territoire de la Côte d'Ivoire. Au total, plus de 7 millions d'enfants de moins de cinq (5) ans sont ciblés. Ce premier passage de l'année bénéficie de l'appui technique du Centre pour le Contrôle et la Prévention des maladies d'Atlanta (CDC Atlanta) aux Etats-Unis. Un deuxième passage est prévu pour le mois d'avril prochain.

La 17<sup>ème</sup> Journée mondiale de lutte contre la tuberculose a été célébrée le 24 mars à Bingerville, à l'est d'Abidjan. Cette journée a été l'occasion pour le gouvernement ivoirien et ses partenaires de réaffirmer leur engagement en faveur de cette lutte. Il faut rappeler qu'en 2011, 22.900 cas, dont 14.405 cas de formes contagieuses ont été dépistés. Le taux de succès des patients mis sous traitement en 2010 est de 79 pour cent.

### **Nutrition**

Save the Children, en collaboration avec Helen Keller International (HKI), vont mettre en œuvre un projet communautaire sur la promotion des Actions Essentielles en Nutrition (AEN) dans la région du Moyen Cavally, à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Ce projet est complémentaire aux activités de prévention de la malnutrition déjà entamées par HKI dans la zone. ACF signale une extension de la couverture de la prise en charge nutritionnelle de la malnutrition aiguë modérée dans le district sanitaire de Danané, à l'ouest du pays. On note également une baisse de la fréquentation des structures sanitaires pour la prise en charge nutritionnelle (UNTA/CNS), en rapport avec la période des récoltes.

Selon l'enquête nutritionnelle réalisée en décembre dernier par Save the Children, en collaboration avec le Programme National de Nutrition et basée sur la méthodologie SMART dans le Moyen Cavally, à l'ouest du pays, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) est de 2.9 pour cent, dont 0.2 pour cent de forme sévère. En se basant sur cette prévalence ainsi que sur les chiffres de population actualisés pour 2011, cela représente près de 2.976 enfants malnutris aigus pour la région du Moyen Cavally.

L'ONG Action Contre la Faim (ACF) avait signalé en début mars une rupture de stock en intrants nutritionnels, notamment en Plumpy Nut dans les stocks de trois (3) districts sanitaires (Danané, Toulepleu et Zouan Hounien, à l'ouest du pays) appuyés par ACF. De même, ACF avait signalé une rupture de stock pour le traitement systématique et spécifique de la malnutrition depuis septembre dernier. ACF avait du couvrir ces besoins avec son stock de contingence d'octobre 2011 à janvier 2012. Pour le moment son stock de contingence est terminé. Le risqué de paralysie dans les activités des structures de prise en charge de la malnutrition a été évité: les acteurs intervenant dans le domaine ont pu trouver une solution dans la deuxième semaine de mars.

### **Sécurité alimentaire**

Dans le cadre des préparatifs de la campagne agricole 2012, plusieurs acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire à Man, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, ont commencé en fin mars les distributions de kits agricoles (semences et intrants), avec l'appui financier du Service d'Aide Humanitaire et de Protection Civile de la Commission Européenne (ECHO). Il a été recommandé que cette distribution se fasse le plus tôt possible (d'ici avril). Environ 60.000 bénéficiaires sont ciblés par cette assistance. Le projet CERF prendra en charge 8.000 personnes parmi les 60.000 bénéficiaires.

Le DISSAN (dispositif de suivi de la sécurité alimentaire et la nutrition), a été présenté et lancé par le Ministère de l'Agriculture le 21 mars dernier à la Caisse de Stabilisation. Il s'agit d'un cadre opérationnel de concertation intégré de suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle pour mieux réguler et planifier les interventions sur le terrain. Des groupes techniques de travail seront mis en place dans lesquels le cluster Sécurité Alimentaire devrait s'intégrer.



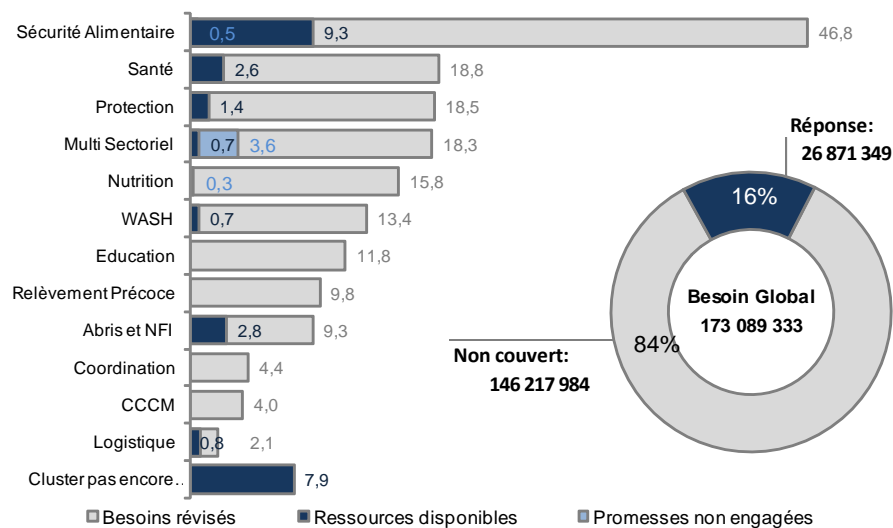
### Abris/Biens non alimentaires (NFI)

Selon le Cluster Abris/NFI, il n'y aurait pas d'intervention dans le domaine des abris à l'ouest de la Côte d'Ivoire. Des maisons endommagées habitées par des ménages sont un risque pour ces derniers qui ne peuvent les réparer, faute de moyens. En revanche, d'autres ménages sont en train de réparer leurs maisons : un soutien en matériaux ainsi que des conseils techniques sont nécessaires pour les aider à reconstruire leurs habitats.

## FINANCEMENT DE L'APPEL CONSOLIDÉ (CAP) 2012 POUR LA CÔTE D'IVOIRE

Au 11 avril, l'Appel consolidé CAP 2012 pour la Côte d'Ivoire reste sous financé : seulement 16 pour cent, soit environ 26 millions de dollars US ont été reçus sur une requête initiale de plus de 173 millions de dollars US. Ce sous financement pourrait avoir des conséquences néfastes sur les populations rendues vulnérables par deux décennies de guerre : un retard dans les commandes de kits agricoles entraînerait à son tour un retard dans le début

Côte d'Ivoire, CAP 2012: Suivi des financements par cluster (au 11-avril-2012)  
(en million de USD)



de la campagne agricole ; 12.000 enfants risquent d'être atteints par la malnutrition aiguë sévère et 111.000 enfants de malnutrition aiguë modérée ; 400.000 personnes dans les zones de retour risquent de ne pas avoir accès à l'eau potable et aux ouvrages d'assainissement de base pour améliorer leurs conditions de vies ; plus de 2 millions de personnes, dont presque 80.000 femmes enceintes, 33.000 enfants de moins de cinq ans et plus de 80.000 personnes retournées et rapatriées risquent également de ne pas avoir accès aux soins de santé si les établissements sanitaires de l'ouest ne sont pas appuyés en médicaments.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

**Mme Ute Kollies**, Chef de bureau OCHA-Côte d'Ivoire, [kollies@un.org](mailto:kollies@un.org), Tel. +225 46 01 91 10  
**M. Carlos Geha**, Chef de bureau adjoint OCHA-Côte d'Ivoire, [gehac@un.org](mailto:gehac@un.org), Tel. +225 46 01 91 11  
**M. Ansoumane Kourouma**, HAO-Reporting Officer, [kouroumaa@un.org](mailto:kouroumaa@un.org), Tel. +225 46 01 91 30

Pour plus d'informations sur la réponse humanitaire en Côte d'Ivoire, voir : <http://ivorycoast.humanitarianresponse.info>